

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

En attendant la révolution numérique pour les 99 %

Dominique Daigneault

Numéro 19, hiver 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87768ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Daigneault, D. (2018). En attendant la révolution numérique pour les 99 %. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (19), 228–229.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

En attendant la révolution numérique pour les 99 %

DOMINIQUE DAIGNEAULT¹

On commence à peine à prendre la mesure des changements liés à cette révolution numérique dans un grand nombre de secteurs d'activités et on imagine encore moins les liens qui se tissent entre la transformation des médias, l'ubérisation de l'économie, les prouesses technologiques rendues possibles dans les milieux de travail grâce à l'utilisation synergétique de la robotisation, de la numérisation généralisée des contenus et leur accès par Internet et de l'intelligence artificielle. Force est de constater qu'actuellement s'opère une transformation en profondeur de plusieurs fonctions et de grands pans de l'économie.

Au-delà des aspects techniques, il est fondamental de se demander quels sont les enjeux pour les 99 %. Car, pas besoin de chercher longtemps pour imaginer quels sont les enjeux et les objectifs des autres, le 1 % : recherche du profit à tout prix, augmentation de la productivité, contrôle social et j'en passe, bref, toutes les composantes du credo capitaliste. À cet égard, il y a fort à parier que cette révolution ne renversera pas la vapeur en ce qui a trait à l'accroissement des inégalités sociales entre ceux et celles qui possèdent les moyens de production, mais aussi entre ceux et celles qui ont accès à la connaissance, et les autres. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « pour réduire les inégalités dans la capacité à tirer profit des outils numériques, les pays doivent avant tout améliorer l'équité du système d'éducation. Le fait de garantir l'acquisition par chaque enfant d'un niveau de compétence de base de compréhension de l'écrit et en mathématiques est bien plus susceptible d'améliorer l'égalité des chances dans notre monde numérique que l'élargissement ou la subvention de l'accès aux appareils et services de haute technologie² ». L'enseignante en techniques de travail social que je suis, pourrait aussi élaborer longuement sur la nécessité de préserver et de défendre la valeur des activités relationnelles, des relations humaines, quel que soit l'environnement technologique ou son évolution.

Cette révolution numérique transforme également notre rapport à l'information et au politique. Le travail des journalistes s'est grandement transformé au travers des évolutions technologiques et, en parallèle, voire en simultané, les citoyennes et les citoyens deviennent des acteurs en la matière en portant eux aussi des informations sur la place publique. Quels enjeux se dessinent derrière ces transformations ?

Les médias sociaux permettent la prise de parole et la libre expression, mais jusqu'à quel point cette expression est-elle vraiment libre ? Dans certains régimes,

1 Présidente du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN.

2 OCDE, *Connectés pour apprendre ? Les élèves et les nouvelles technologies*, Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), 2015, p. 8.

elle est étroitement encadrée, quand elle n'est pas tout simplement interdite. Et même si la situation est différente chez nous, jusqu'à quel point cette liberté existe-t-elle ? Jusqu'à quel point sert-elle plus ou moins de propagande par manipulation algorithmique ? La sphère privée éclate au grand jour et les murs de l'intimité disparaissent au profit des relations numériques. Jusqu'à quel point sommes-nous sous surveillance, et ce, parfois même avec notre assentiment tacite ? Doit-on et peut-on réglementer tout ça ? Depuis les années 1980, les traités de libre-échange ont libéralisé les marchés et instauré des déficits démocratiques qui affligent déjà les États. En termes simples, comment contrôler des capitalistes qui contrôlent les choses à distance dans un monde atomisé ? Quelles stratégies mettre de l'avant non seulement pour ne pas se faire trop avoir, mais pour, au contraire, changer des choses, voire *les* choses à notre avantage, au service des 99 %, pour la réduction des inégalités sociales et de l'injustice, pour plus de démocratie ? Comme je le disais plus tôt, révolution ou pas, certaines choses ne changeront pas, si l'on ne change pas de système social ou politique.